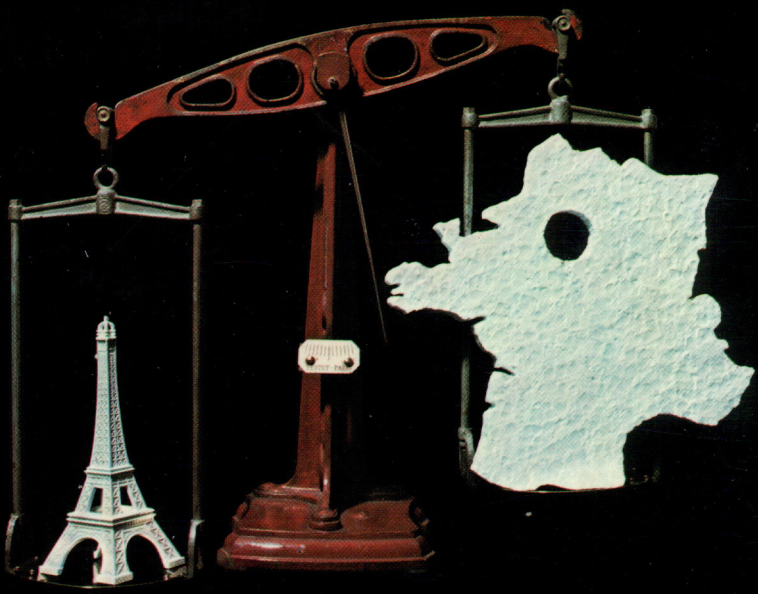
robert lafont

la révolution régionaliste



Extrait de la publication

idées/gallimard

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Extrait de la publication

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays, y compris l'U. R. S. S.
© *Éditions Gallimard*, 1967.

AVANT-PROPOS

Les problèmes français que ce livre envisage sont fort pratiqués depuis une quinzaine d'années. Personne en France n'ignore plus qu'un certain nombre de régions du territoire ex-métropolitain présentent dans leur économie et leur vie sociale des traits morbides, groupés généralement dans un tableau du sous-développement [1]. En même temps a été perçue une des causes du malaise : la centralisation administrative, qui est aussi ancienne que la France, mais a pris depuis cent cinquante ans des aspects délirants. Tout le monde sait maintenant que la prééminence des initiatives du centre sur celles des collectivités locales a vidé

1. 17 régions sur 21, selon l'I.N.S.E.E. (*Études et conjonctures*, janvier 1966), sont perdantes, au compte de la population active, dans les migrations intérieures françaises. La compensation que 10 d'entre elles trouvent dans l'importation de travailleurs étrangers est extrêmement fragile. Seule cette importation sauve la balance de vie active en Provence-Côte d'Azur. C'est donc l'ensemble du territoire français qui est « malade », et l'on a vu récemment une région qui paraissait exceptionnellement dotée, la Lorraine, entrer en crise.

Extrait de la publication

la Province d'une part de sa substance humaine et gaspillé des chances nationales, qu'elle a appauvri le pays.

On en convient dans presque toutes les familles politiques. On en est d'accord au gouvernement. L'opinion en est saisie. Tout récemment la Rencontre socialiste de Grenoble s'est prolongée par un ensemble de colloques régionaux qui ont fixé à la gauche française une politique d'expansion et d'organisation régionales comme premier devoir [1].

Cette étude avance donc sur un terrain d'apparence solide où elle rencontre les travaux de géographes éminents, d'économistes sérieux, et les prises de position d'un bon nombre d'hommes politiques, du régime comme de l'opposition.

Pourtant elle est écrite dans l'intention de renouveler les données de la question posée par tous : comment sauver les régions malades du dépérissement et leur assurer un avenir de prospérité et de dignité ?

On comprendra mieux cette intention si nous situons, d'abord et rapidement, les unes par rapport aux autres, les catégories d'esprits qui abordent le problème du sous-développement régional.

D'un côté nous plaçons les « officiels », hommes de l'État, fonctionnaires et techniciens chargés de concevoir, de dessiner et d'exécuter des solutions à court

1. Le « rapport général proposé par le Comité d'initiative aux délibérations des colloques » porte le titre significatif : *Décoloniser la Province.*

Extrait de la publication

ou à long terme pour combattre le sous-développement. Ce qui les caractérise tous, c'est une « vision descendante » de l'action à mener.

Formés aux usages administratifs de la centralisation, ils sortiraient d'eux-mêmes, de leur tâche et de leur univers mental, s'ils ne considéraient pas que la décision, en ce domaine comme en tous les autres, appartient à l'État. Ils reconnaissent les erreurs passées de cet État, mais c'est pour les pallier, non pour réfléchir sur les structures étatiques [1].

Du côté de l'économie, ils envisageront donc des « actions d'entraînement » par dévolution de capitaux à la région, par encouragement porté aux initiatives qui sporadiquement peuvent se manifester, par régionalisation du Plan, conçue à Paris, par déplacement autoritaire d'un point à l'autre du territoire de grands complexes industriels d'intérêt national.

Du côté de l'administration, ils reconnaîtront la nécessité d'échelons intermédiaires entre le citoyen et l'État, soit en établissant et en faisant fonctionner des niveaux de consultation, soit en incarnant l'échelon régional dans la personne d'un préfet à compétence supradépartementale. Ils ne préconiseront pas une véritable décentralisation, qui reviendrait à multiplier les Centres de l'État, mais une déconcentration,

1. Ainsi M. Debré, dans *Au service de la nation*, Stock, 1963, définit le régionalisme comme « une modalité de la collaboration entre pouvoir central, d'une part, collectivités et intérêts locaux, d'autre part, sans prétendre animer une politique particulière et distincte de celle de l'État ».

abandonnant simplement la fixation sur un seul point géographique, la capitale, de toutes les décisions.

L'action régionale, en vision descendante, est à la fois réformiste et paternaliste. Elle est un infléchissement tactique, et non substantiel, de l'unitarisme français qui a forgé et continue à inspirer l'État.

A l'opposé, les nationalismes provinciaux. Le point de vue officiel les considère comme des mouvements délictueux en principe et en fait ridicules. Ils ont pourtant leur logique intellectuelle. On peut rencontrer aujourd'hui en France quelques centaines d'hommes — ce sont surtout des jeunes gens — qui mettent en accusation, au-delà de la centralisation étatique, son motif, qui est la France elle-même. Ils dénoncent dans le sous-développement régional la soumission économique de pays autrefois conquis et un colonialisme qui n'est pas différent de celui qui s'est exercé outre-mer. Ils répondent en écho au paternalisme officiel par un refus péremptoire et, niant la légitimité du pouvoir français dans leurs « patries » respectives, réclament la constitution d'un État basque, d'un État breton et même d'un État occitan [1].

L'irréalisme d'une telle position tient à l'obscurcissement, qui lui est nécessaire, du concept de citoyenneté française, à une saisie très incomplète de l'histoire. Mais à voir les choses de haut, à refuser les préjugés confortables, à éviter de raisonner en termes de rap-

1. On trouvera dans le livre récent de Paul Sérant, *La France des minorités*, Robert Laffont, 1965, quelques informations sur ces mouvements.

Extrait de la publication

ports actuels de force, cet irréalisme n'est pas plus scandaleux que le « réalisme » de l'État centralisé. Il n'en est que l'envers. Si le « désespoir régional », que nous voyons proliférer en ce moment, continue sans qu'il y soit porté un remède radical, il est à craindre que le centralisme renforce les nationalismes provinciaux, en France comme partout dans le monde.

Ces nationalismes, si peu répandus soient-ils, forment de toute façon un noyau théorique de conscience régionale irréductible dont un examen honnête du malaise des régions doit tenir compte.

Ce n'est pas là une « vision ascendante ». Cette vision, nous la trouverons chez les fédéralistes. Ils sont maintenant nombreux, sérieux, influents. Pendant longtemps ils se divisaient en révolutionnaires anarchisants, nourris surtout de Proudhon, et en libéraux antijacobins, souvent habités par la nostalgie de l'Ancien Régime. Le fédéralisme a aujourd'hui reçu l'adhésion de diverses personnalités du Centre et de la gauche indépendante.

La structure même de l'opinion française fait que bien des hommes de gauche continuent à refuser la « bannière » fédéraliste, le « girondinisme », et réclament l'autonomie régionale, des exécutifs régionaux, des assemblées régionales élues, pleinement délibérantes, et une régionalisation du budget [1]. Il y a maintenant

1. Cf. le numéro spécial (38-39) du *Courrier de la République*, « une reconstruction démocratique de l'espace national », et le chap. IX du livre de P. Mendès France, *La République moderne*.

Extrait de la publication

plus de trois ans que la presse a parlé de la « mort de la France de Philippe le Bel [1] ».

Fédéralistes et régionalistes de gauche s'appuient sur le concept même de la démocratie, pour demander une reconstruction de la France suivant le sens ascendant de la citoyenneté. Ils pensent que les problèmes économiques et sociaux des régions doivent être d'abord envisagés par les régions elles-mêmes, résolus si possible à cet échelon, — et pour cela l'autonomie, plus ou moins large, est nécessaire.

Cette bipartition des opinions (dessinée sans doute au prix d'une grande simplification) se répercute sur la conception de l'Europe. Le nationalisme français par nature est une vision autarcique de la nation. Il ne peut donc que refuser toute supranationalité ou, pressé par l'évolution de l'opinion, par les impératifs de la vie économique moderne, s'arranger avec elle. Sur un plan européen il se fera réformiste comme sur le plan régional. Il s'efforcera de substituer à l'intégration, qui lui paraît mettre en péril la nation, une politique d'alliance entre États souverains (« l'Europe des patries » du général de Gaulle n'est qu'une Europe des États).

Au contraire, tous les fédéralistes, mais aussi les régionalistes de gauche, sont des « Européens ». La conception d'une citoyenneté à étages ne peut être immobilisée sans artifice au niveau national. Tout agrandissement des perspectives qui s'offrent au citoyen

1. Georges Vedel, *L'Express*, 3 octobre 1963.

Extrait de la publication

est, selon la perspective fédéraliste, un progrès.

Quant aux nationalistes provinciaux, ils sont dans l'embarras s'ils considèrent l'Europe. Pour les uns elle est une menace d'asservissement supplémentaire, qui absorberait définitivement leur identité ; et de cette façon, paradoxalement mais en fait logiquement, ils se trouvent les alliés temporaires du nationalisme français et du gaullisme. Pour la plupart l'Europe est une promesse dans la mesure où elle peut desserrer l'étau du centralisme français. Ils proposent donc une « Europe des ethnies », qui serait une Europe des États provinciaux [1].

Entre ces prises de positions contradictoires, comment nous orientons-nous ? On a déjà compris que nous récusons la vision descendante de la vie régionale (sans cela ce livre ne serait pas écrit) et que par goût nous penchons pour la solution fédéraliste : parce que nous y trouvons un moyen de construire une société plus juste, plus ouverte que celle où nous vivons ; parce que nous mettons au plus haut prix l'exercice de la citoyenneté responsable.

Mais nous nous refusons à faire du fédéralisme une panacée au mal dont souffrent les régions. Nous voyons bien que le fédéralisme américain n'a pas été une protection contre une centralisation aussi efficace que la centralisation administrative, et plus tyrannique qu'elle : celle qui met le pouvoir réel entre les mains des puissances financières. Nous ne saurions

1. *Cf.* Guy Héraud, *L'Europe des Ethnies*, Presses d'Europe, 1963.

Extrait de la publication

dire qu'il n'en est pas de même dans la République fédérale allemande et que l'autonomie sicilienne ait arraché le peuple de Sicile à ses maîtres. Par là nous partageons la méfiance de la gauche française.

Ne prenons donc pas la proie pour l'ombre. Ne tombons pas dans l'illusion institutionnaliste et, s'il faut en venir à une sorte de fédéralisme, que ce fédéralisme-là libère l'homme.

On en est ainsi à se demander quelles forces habitent le centralisme français, qui ailleurs se sont accommodées du fédéralisme.

Comme on le verra, l'analyse du sous-développement lui-même, si on veut bien lui ajouter une perspective historique, répond à cette question. Ce sous-développement n'est pas une catastrophe naturelle, inéluctable. Les faits d'histoire y ont leur part, même dans le cas où une région est géographiquement défavorisée (décentrée par rapport aux grands axes européens de circulation du commerce) ou pauvre (sols ingrats, sous-sols sans ressources). Il est très rare qu'à une époque ou à une autre les habitants n'aient pas tenté, au prix d'un effort plus ou moins héroïque, de combattre les désavantages régionaux et n'aient pas réussi à faire fructifier le peu de biens qu'ils avaient chez eux.

D'ailleurs aucune des régions sous-développées de France n'est située dans les grandes zones de la misère, où le climat et la terre refusent à l'homme sa subsistance. La région méditerranéenne, entre Nice et Per-

Extrait de la publication

pignan, ne ressemble en rien au Midi italien ou à la *meseta* espagnole. Partout où s'est installée chez nous une relative pauvreté, le ciel est clément, la terre riche ; même la Lozère pouvait fournir le vivre à une population relativement abondante, qu'elle a réellement nourrie autrefois.

En fait le sous-développement français est tout récent. Il a commencé en Aquitaine vers le XVIIe siècle, mais il n'est devenu ravageur qu'au XIXe. Le XIXe est le grand responsable aussi en Bretagne, en bas Languedoc, en Provence comme en Auvergne, en Limousin.

De là une interprétation qui a cours généralement : la France sous-développée a manqué le rendez-vous avec l'ère industrielle moderne. Mais cela non plus n'est pas vrai : un peu partout l'industrialisation a été entreprise, sur la base de l'extraction minière, ou de la conserverie, ou des textiles. Le sous-développement est apparu d'abord comme la ruine d'un pays à qui l'on pouvait promettre raisonnablement un avenir de prospérité, et qui était en train de construire sa prospérité moderne. La Lorraine aujourd'hui reproduit cet accident.

Loin de nous la pensée de répudier tous les arguments des spécialistes de l'économie, qui soulignent la non-rentabilité des entreprises disparues, des bassins miniers abandonnés, des ateliers désertés, des filatures en ruine. Nous ne pensons pas non plus effacer la responsabilité des régionaux qui, au lieu de concevoir l'intérêt de leur pays, ont exporté leurs capitaux en

d'autres régions, puis se sont expatriés, ont cherché contre la difficulté à vivre le recours paresseux d'un état de fonctionnaires du pouvoir centralisateur. Nous parlerons aussi de l'archaïsme de la propriété terrienne, fossilisée dans des structures qui ne lui permirent pas de résister à la concurrence sur les marchés nationaux.

Mais enfin, derrière tous ces arguments raisonnables, quelle vérité profonde découvrons-nous ? Quelle vérité historique ?

Celle-ci : que la rentabilité n'est jamais calculée en fonction d'une mise en valeur, d'une transformation ou d'une utilisation *régionales* des ressources ; que la loi du profit se développe librement à l'intérieur d'un État centralisé qui lui fournit son cadre ; qu'en somme nos régions ont été vaincues récemment dans une bataille capitaliste, où elles n'ont trouvé aucune force propre pour se défendre et aucune aide, jusqu'à une date toute récente, du côté de l'État.

Nous atteignons ainsi la logique historique du sous-développement, en trois propositions :

1° Le sous-développement régional ressortit au désordre capitaliste classique : le capitalisme, à l'ère de l'industrie et de l'industrialisation de l'agriculture, ne prend pas en considération les intérêts d'une population fixée en un lieu, mais seulement la productivité concurrentielle.

2° Le cadre de l'État centralisé est le plus mauvais que puisse trouver une région à l'heure du danger économique : à l'intérieur de cet État le désordre capitaliste jouit d'une liberté absolue, puisque le

Extrait de la publication

protectionnisme n'est conçu qu'au niveau national. La déstructuration de l'économie d'une région n'est pas sentie comme un mal, pourvu que *globalement* l'État ne se sente pas appauvri.

3° L'éducation des nationaux par le centralisme fait qu'eux-mêmes ne peuvent concevoir la défense de leur région. S'ils appartiennent à la bourgeoisie d'affaires, ils investiront leurs capitaux hors de leur région dès qu'ils y trouveront avantage, c'est-à-dire dès que leur région sera vaincue. S'ils appartiennent à la paysannerie ou au monde ouvrier, ils s'expatrieront. L'État leur offre ailleurs de plus hauts salaires, une embauche plus facile, un « reclassement ».

Nous parlerons donc, nous aussi, de colonialisme. D'un colonialisme *intérieur*, puisqu'il se développe compte tenu de l'égalité des droits des citoyens français, puisqu'il est lié au fonctionnement de l'unité française.

Il se développe sous nos yeux. Les processus économiques et sociaux du XIXe siècle ne sont pas immobilisés. Ils ont pris récemment un caractère de gravité qui éveille les consciences. Si l'État se fait régionaliste-réformiste, si les partis politiques établissent des programmes d'action régionale, si des mouvements de défense régionale sont nés, qui recueillent des adhésions de plus en plus nombreuses et dynamiques, c'est que le problème est devenu aigu. La crise est ouverte. Nous pensons qu'une véritable Révolution régionaliste commence.

Le temps est bien passé où le régionaliste était un

opposant romantique à l'évolution nationale, et trop souvent un penseur réactionnaire. Aucune de ses opinions n'est utilisable aujourd'hui. Il nous faut concevoir une politique susceptible de s'insérer au centre de la vie française, en accord avec l'éveil de la conscience populaire. On ne peut pas ne pas la concevoir : l'urgence nous presse et nous éclaire.

Un des aspects de cette urgence est la crise de la conscience française. Beaucoup ne la voient pas, continuant à penser suivant l'élan national multiséculaire. Pourtant elle existe, sourde et grave, dans les nouvelles générations.

Mesurera-t-on jamais l'importance du traumatisme que la guerre d'Algérie a infligé à la France ? Nous ne songeons pas seulement aux excès militaires et policiers. Les atrocités d'une guerre s'oublient, malheureusement, très vite dans le soulagement de la paix retrouvée. Mais à cette absurdité de la Nation tout entière enfoncée dans le mythe de l'Algérie française, forcée d'accepter qu'on massacre en son nom pour maintenir le mythe. Et puis, un jour, tout s'effondre : l'Algérie est indépendante. Ce morceau de la France s'est séparé d'elle, et du même coup on ne sait plus très bien où est la France, où elle joue désormais son destin. Cette absurdité est d'autant plus épaisse qu'on a décolonisé à la sauvette (l'étymologie est d'une noire ironie !), sans aucune explication claire, au terme d'hésitations molles. Il a manqué à la France ce grand

aveu d'erreur, cette rectification idéologique qui redonnent à une nation confiance en elle-même.

Ainsi se dévoile — et beaucoup en souffrent — le mensonge de l'impérialisme national, tout un destin que l'on avait proclamé lumineux et qu'on devine impur. La population des rapatriés vit cette duperie et la fait comprendre par sa seule présence.

Mais, autour de cette sombre révélation, une grande chance est ouverte. La crise est une occasion irremplaçable de renouvellement national. Les préjugés s'estompent ; *il faut repenser la France.*

On comprendra, si l'on admet la légitimité de cette anxiété et de cet espoir, l'intention de ce livre. Nous avons voulu, en dénonçant le colonialisme intérieur, adopter un langage purement français, celui que des régionalistes souvent répriment en eux, réprouvent chez les autres. Et un langage politique [1].

Car nous sommes persuadés que l'alliance d'un centralisme autoritaire et d'un capitalisme expansionniste, qui a brisé les économies régionales, n'est pas seulement une tyrannie subie par les régions, mais un dépérissement de l'idée nationale elle-même. Une nation basée sur la citoyenneté ne peut trouver à son principe le droit de détruire les personnes collectives, d'inhiber les initiatives locales ou régionales, de faire son lit à un mouvement de colonisation.

1. Notre critique de l'ancien régionalisme tient aux confusions politiques qu'il encourageait par son fameux « empirisme ». On lira l'ouvrage tout récent de Th. Flory, *Le Mouvement régionaliste français*, P.U.F., 1966.

Extrait de la publication

La France, pour nous, est une nation révolutionnaire aliénée. Elle a épousé un destin qui n'était pas le sien. Pratiquement elle a confondu le jacobinisme conventionnel, centralisme politique qui porte la nation tout entière en avant dans l'histoire, et le centralisme administratif, qui est napoléonien, chargé précisément d'arrêter l'élan révolutionnaire.

Dussions-nous choquer à la fois ceux qui se disent jacobins et les régionalistes, nous oserons, contre tout usage établi, associer jacobinisme et régionalisme dans cette unité supérieure, le destin historique de la nation.

Ce destin n'est pas institutionnel. Les institutions ne sont que des contacts, valables pour un temps, de l'histoire en mouvement et de la nécessité de gouverner. Une nation, comme toute réalité humaine vivante, change d'habit et même de forme pour continuer à vivre. Elle n'est elle-même qu'en se dépassant.

Nous proposons ici à l'opinion non seulement une analyse aussi radicale que possible d'un malaise largement ressenti, mais, à partir de cette analyse, la recherche d'un destin national purifié et libéré. Si la France démocratique va ainsi jusqu'à l'Europe, tant mieux! Mais à une Europe elle-même révolutionnaire, qu'elle aura contribué à bâtir et à qui elle donnera, de concert avec d'autres nations, une conscience neuve.

Nous croyons que cela ne se fera pas autrement que par la poussée du sentiment régional, la seule chance actuellement perceptible de renouveler en profondeur la conscience nationale, de la faire bouger.

Ceci à l'heure où le gaullisme, derrière l'écran de son

Extrait de la publication

Extrait de la publication

idées

- littérature
- philosophie
- sciences
- sciences humaines
- idées actuelles
- arts

robert lafont : la révolution régionaliste

Le régionalisme change de contenu. Longtemps habité de nostalgies, voici qu'il se met à regarder l'avenir et s'affirme progressiste et même révolutionnaire. S'il est vrai, comme beaucoup aujourd'hui le pensent, que le malaise économique des régions de France est à envisager comme une situation de type colonial, la décolonisation du territoire métropolitain est un processus d'histoire que le terme banal de décentralisation ne peut recouvrir.

Dépassant l'antinomie des nationalismes provinciaux et du nationalisme français, celle du fédéralisme et du jacobinisme, Robert Lafont propose ici des analyses et des solutions qui définissent un destin français renouvelé et une morale de la citoyenneté.

Extrait de la publication